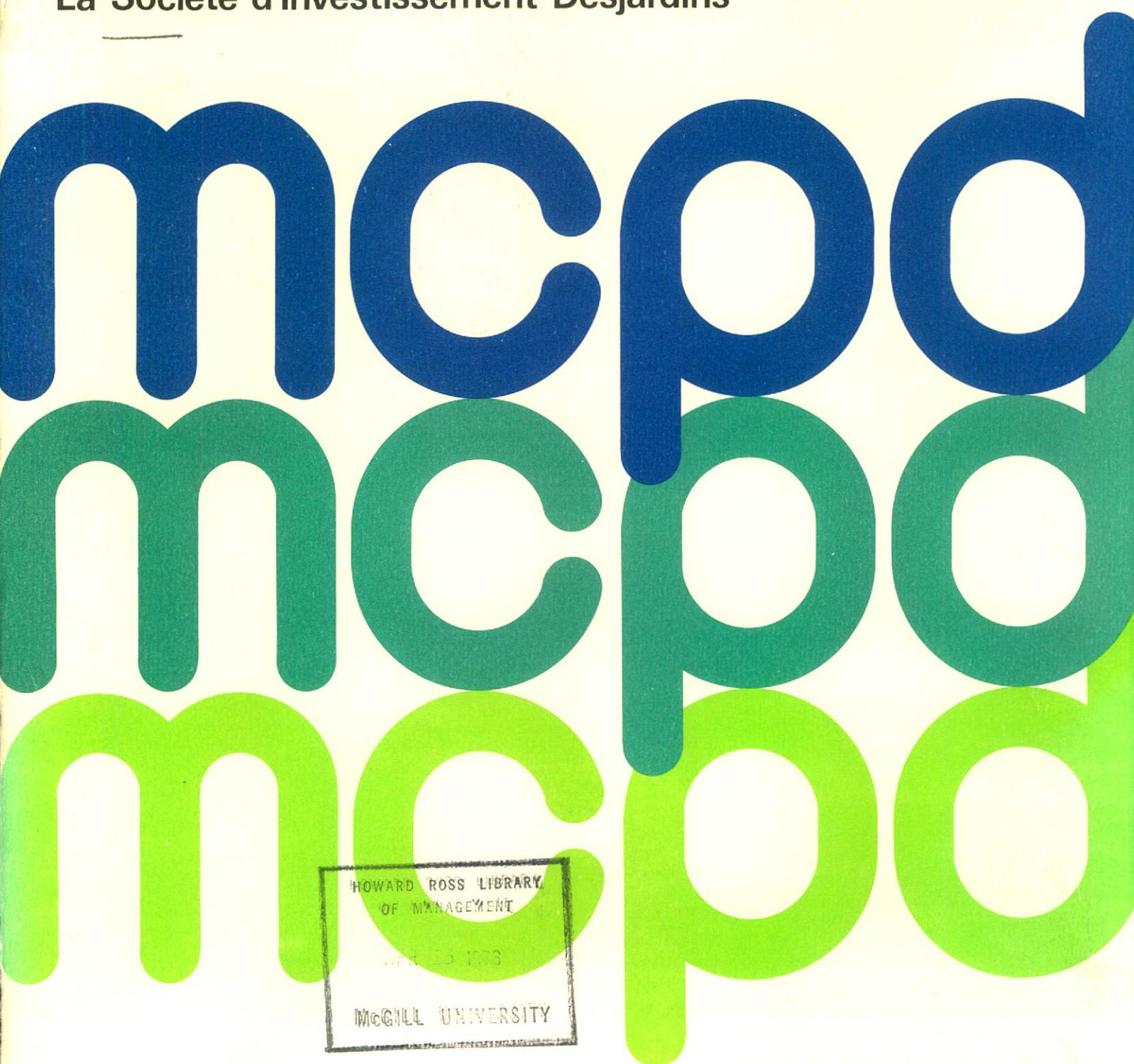


Rapport annuel 1975

#

sid

La Société d'investissement Desjardins



conseil d'administration

MM. *JEAN-MARIE OUELLET
Président
Président
Union régionale de Québec
ARMAND PARENT
Vice-président
Directeur général
Union régionale de
Chicoutimi
*HENRI-PAUL TRUDEL
Trésorier
Directeur général
Union régionale de
Trois-Rivières
A.- HERVÉ HÉBERT
Président
Hébert, Le Houillier et
Associés Inc.

*FRANÇOIS RICHARD
Directeur général
Union régionale de
Montréal
G.-ROGER ROY
Président
Union régionale de
Sherbrooke
*CLAUDE VEILLEUX
Secrétaire
Union régionale de
Montréal
*LUCIEN VIAU
Administrateur
RAYMOND BEAUGRAND
Directeur général
Société d'investissement
Desjardins

Secrétaire du Conseil
d'administration et
du Comité exécutif:
Mme Micheline M.-Lamontagne

*Membres du Comité exécutif

opérations

RAYMOND BEAUGRAND
Directeur général

JEAN LALIBERTÉ
Adjoint au Directeur général

GILLES HANDFIELD
Directeur du Service des prêts

Succursale de Montréal

Jacques Cloutier, Directeur
1, Complexe Desjardins
Bureau 1222
Montréal
H5B 1B2

Tél: (514) 281-7676

Succursale de Québec

Georges Auger, Directeur
925, chemin St-Louis
Bureau 32
Québec
G1S 1C1

Tél: (418) 687-3073



“Politiques adaptées à la réalité...”

J.-M. Ouellet, président

Message du président

Au moment de vous soumettre ce deuxième rapport annuel, je me permets de souligner que l'excellence des résultats obtenus est la conséquence d'un travail d'équipe autant au niveau du Conseil qu'au niveau opérationnel de la Société. À mes collègues du Conseil, ainsi qu'à tous et chacun, mes plus sincères remerciements.

Personnellement, je me sais redevable à notre premier président, monsieur Alfred Rouleau, d'avoir su inspirer et guider ses collaborateurs dans l'élaboration de nos politiques qui sont adaptées aux besoins de la communauté industrielle et commerciale québécoise dans laquelle nous évoluons. Je remercie mon prédecesseur immédiat, monsieur J.-Gaudiose Hamelin, d'avoir su guider la Société dans ses premières opérations en sachant reconnaître et éviter les nombreux écueils toujours omniprésents lors du lancement d'une nouvelle entreprise.

Si mes collègues et moi-même avons regretté le départ de monsieur Hamelin ainsi que de monsieur Jean-Louis Gauthier, c'est par ailleurs avec un vif plaisir que nous avons accueilli au Conseil monsieur François Richard, directeur général de l'Union régionale de Montréal, et notre directeur général, monsieur

Raymond Beaugrand, que vous connaissez tous deux: l'un et l'autre ont déjà apporté et continueront d'apporter beaucoup à la Société d'investissement Desjardins.

D'ores et déjà, l'on peut entrevoir que les amendements apportés à la Loi de La Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins, en vertu de laquelle notre Société a été constituée, nous permettront de maintenir et d'élargir encore davantage, au niveau du Conseil, l'éventail de nos rapports avec les milieux industriels et commerciaux au cours des années à venir.

Sur le plan financier, il nous a fait plaisir d'accueillir parmi nos souscripteurs l'Assurance-Vie Desjardins. Sa contribution financière au capital-actions de notre Société est hautement appréciée et témoigne de la confiance qui nous est ainsi accordée.

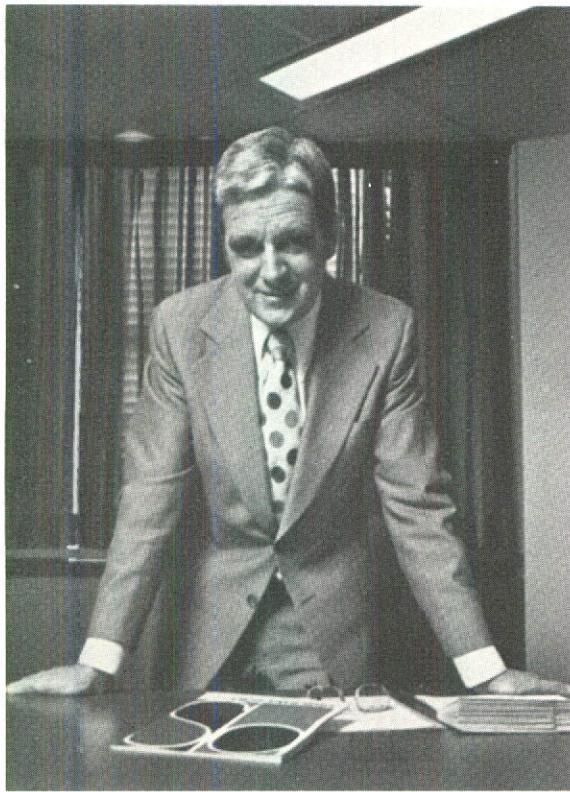
Notre portefeuille de prêts industriels et commerciaux, à la clôture de l'année, s'élevait à \$ 17,842,958, soit approximativement le double de celui de l'an dernier. Ce sont là, croyons-nous, d'excellents résultats compte tenu du ralentissement prononcé du niveau de l'activité industrielle noté surtout au cours du premier semestre de l'année.

Bien que de nature très différente, deux investissements ont été réalisés au cours de l'année. Le premier s'inscrivait dès le départ dans le cours normal et prévu de notre implantation dans les secteurs industriel et commercial. Il s'agissait en effet de créer une filiale à part entière qui se spécialisera dans des opérations de prêts industriels et commerciaux permettant ainsi à la Société d'investissement Desjardins de se consacrer entièrement à sa fonction première: l'investissement industriel et commercial. Nous aurons l'occasion, au cours de 1976, d'élaborer davantage sur l'orientation, les pouvoirs et la structure financière de cette filiale.

Le deuxième investissement, réalisé en octobre dernier, nous permettra de participer à l'implantation de Magnétisme Digital Ltée par le biais de Core Data Products Ltd de Montréal. Cette nouvelle entreprise manufacturière, dont les opérations débuteront tôt le printemps prochain, sera le premier et seul fabricant canadien de rubans magnétiques, cassettes et disques pour ordinateurs. Son marché est vaste, tant sur le plan canadien qu'international, et nous pouvons être fiers de cette première association.

Au seuil de notre troisième année opérationnelle, nous ne craignons pas d'affirmer que les résultats à date justifient tous les espoirs que nous avions mis dans la Société d'investissement Desjardins.

Jean-Marie Ouellet
Président



"Nous sommes partout au Québec"

Raymond Beaugrand, directeur général

Commentaires du directeur général

Le rythme de croissance de la Société d'investissement Desjardins a été maintenu tout au long de 1975 grâce aux souscriptions en capital-actions et en débentures qui ont continué de nous parvenir à la même cadence qu'en 1974. Ce rythme sera légèrement accru en 1976 par suite de la participation de l'Assurance-Vie Desjardins au programme de financement proposé et agréé par les membres de La Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins à l'automne 1973.

Ces souscriptions ont été consacrées presqu'entièrement à la constitution du portefeuille de prêts à long terme dont la valeur atteignait en fin d'année \$17,842,958. À ce montant, l'on peut ajouter des engagements contractuels de la même nature pour une somme totale supplémentaire de \$9,756,660 incluant ceux de la filiale, qui sera déboursée en grande partie au cours du premier trimestre de 1976.

Les requêtes d'emprunt ont continué de nous parvenir de toutes les régions du Québec bien qu'à un rythme très lent au cours du premier semestre.

La grande majorité des prêts consentis ont été accordés à des entreprises manufacturières dont la principale place d'affaires est située au Québec, conformément à l'orientation générale des politiques de la Société.

Nos taux d'intérêts sont généralement égaux ou supérieurs aux taux offerts et consentis par les agences gouvernementales et fonction du rendement moyen des obligations à long terme du Gouvernement du Canada.

Les termes consentis en 1975 sont généralement plus longs qu'en 1974 et à des taux d'intérêt égaux ou légèrement supérieurs. Il s'en suit une amélioration du rendement moyen pondéré du portefeuille de prêts qui s'est accru de 12.48% au 31 décembre 1974 à 12.71% à la clôture de cette année.

Cette augmentation des taux d'intérêt, malgré le ralentissement prononcé de l'activité industrielle au cours des trois premiers trimestres de l'année, reflète le dynamisme de notre personnel et notre souci d'optimiser le rendement sur les capitaux investis dans la Société sans pour autant les maximiser.

L'ensemble de nos politiques, la qualité et le dévouement de notre personnel professionnel sont autant de raisons qui font qu'après deux ans, nous sommes présents partout au Québec et virtuellement dans tous les secteurs industriels et commerciaux.

Grâce à l'appui moral et financier des membres de La Fédération et des gérants de Caisses populaires qui ont continué de nous informer des projets d'implantation et d'expansion dont ils avaient connaissance, nous sommes confiants que notre présence prendra, au cours des années à venir, une importance toujours grandissante dans le développement industriel et commercial du Québec.

En ce qui a trait à notre fonction d'investisseur, c'est en 1975 que nous aurons posé les premiers gestes concrets en formant une filiale de prêts et en participant au financement de Magnétisme Digital Ltée. La qualité et le sérieux des études en cours nous permettent d'anticiper que 1976 sera marquante dans ce domaine.

Résultats financiers

Avant de commenter les résultats, il convient de noter que nous vous présentons cette année des états financiers consolidés par suite de la formation d'une filiale au cours de l'année écoulée. De plus, 1975 est notre première année opérationnelle complète. Une partie des frais d'opération en 1974 ayant été comptabilisés sous la rubrique frais d'établissement, qui furent par la suite complètement amortis au 31 décembre 1974, c'est avec certaines réserves que les deux années peuvent être comparées. Quoiqu'il en soit, nous pouvons être fiers des résultats obtenus au cours de cette deuxième année opérationnelle.

Notre actif, qui a plus que doublé, atteint maintenant \$26,033,381. Nos revenus sont passés de \$832,744 à \$2,231,402 alors que nos dépenses se sont accrues de \$556,730 à \$1,547,344, laissant un bénéfice avant poste exceptionnel et impôts de \$684,058. Après impôts, le bénéfice net de l'exercice est de \$384,058.

L'augmentation plus marquée de nos dépenses que de nos revenus provient principalement du fait que nous avons choisi cette année d'établir notre provision pour pertes

éventuelles à 1.5% de la valeur des prêts en cours alors que l'an dernier, elle n'était que de 0.5%.

Toutes nos sources de revenus, sauf une, ont montré une croissance marquée au cours de l'année. La plus importante de ces augmentations, autant en valeur absolue qu'en valeur relative, se retrouve sous la rubrique intérêts sur prêts, \$1,343,212. C'est là un excellent résultat qui augure bien pour l'avenir, dû à la permanence de ce type de revenus.

Les intérêts sur placements à court terme, \$768,038, montrent une augmentation plus modeste par rapport à l'année dernière, mais accusent une baisse en importance relative en regard du total de nos revenus.

Cette baisse relative est due à ce que les taux d'intérêt perçus sur ce type de placements ont fléchi considérablement, au cours des trois premiers trimestres de l'exercice. Nous avons également accéléré le déboursement des prêts consentis, réduit le laps de temps qui s'écoule entre l'acceptation d'une offre de prêt et le déboursement du même prêt. La nature même de nos opérations nous incite à réduire encore davantage ce laps de temps donc, cette source de revenus, ce qui aura pour effet d'accroître d'autant plus nos revenus provenant d'intérêts sur prêts.

Naturellement, à cette croissance de nos revenus, correspond une augmentation de nos dépenses. Les deux plus importantes augmentations se retrouvent, l'une au niveau des intérêts sur débentures au montant de \$771,430, l'autre au niveau du virement à la provision pour pertes éventuelles, \$235,880.

Cette première dépense, intérêts sur débentures, représente le coût des fonds mis à notre disposition par nos souscripteurs. Il convient de noter que l'augmentation de cette dépense est strictement proportionnelle à l'augmentation du montant total qui nous a été prêté et non pas une augmentation du taux d'intérêt de la débenture qui a été fixé à 9% pour la durée de l'émission.

D'autre part, le virement à la provision pour pertes éventuelles nous a été dicté par la plus élémentaire prudence à être observée dans l'administration d'un portefeuille de prêts à terme de l'importance de celui de la Société d'investissement Desjardins.

L'augmentation considérable de cette provision a été établie assurément selon les normes émises par les autorités gouvernementales, mais autant pour l'année écoulée que pour la précédente alors que nous n'avions pris qu'une provision nominale compte tenu du jeune âge de notre portefeuille au 31 décembre 1974.

La troisième dépense en importance, salaires et avantages sociaux, s'élève à \$310,790. Au 31 décembre 1974, la Société comptait à son emploi quatorze personnes. Au cours de l'année, compte tenu des objectifs à moyen terme fixés, en particulier l'ouverture d'un bureau à Québec, nous avons poursuivi notre programme de recrutement de personnel expérimenté et compétent, de sorte qu'en fin d'exercice, nous comptons à notre emploi vingt personnes.

Perspectives 76

Nous recevrons, le 1er octobre 1976, la dernière tranche de la souscription triennale des membres de La Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins au capital-actions de la Société.

Nous disposerons alors de \$20,214,600 de capital-actions auquel s'ajouteront les mon-

tants de la débenture souscrite et payée de \$16,087,200 et les bénéfices accumulés à cette date, soit au total au-delà de \$36,500,000.

Nous en serons alors à la fin du début de nos opérations, car c'est notre intention, au cours de 1976, d'assurer une continuité au financement de la Société et de sa filiale. C'est là le défi majeur que nous devons relever, défi qui était prévu et inscrit dans l'orientation générale de la Société dès l'automne 1973.

Conscients des engagements multiples du Mouvement des Caisses populaires Desjardins envers ses membres ainsi que de l'importance du support moral et financier déjà accordé à la Société d'investissement Desjardins depuis le départ, c'est auprès du marché financier québécois et canadien que nous nous proposons d'obtenir ce financement nécessaire à la poursuite de notre action.

Nous sommes confiants que nos états financiers, que nous n'hésitons pas à qualifier d'excellents, nous assureront un accueil favorable tant auprès de la population que des grandes institutions financières québécoises et canadiennes.

*Raymond Beaugrand
Directeur Général*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de
Société d'investissement Desjardins,

Noiseux, Lyonnais,
Bédard, Senécal & Ass.

Comptables agréés

Édifice BCN, bureau 2000
500 Place d'Armes,
Montréal H2Y 2W2
(514) 849-7791

Paul Noiseux, C.A.
Roger Lyonnais, C.A.

Pierre Bédard, LL.L., C.A.

Jean Lussier, C.A.

René Senécal, C.A.

Marcel Demers, C.A.

André Rochette, C.A.

Georges Audet, C.A.

Gilles Poupart, C.A.

Jacques Franco, C.A.

Michelle Hardy, C.A.

Marcel Lecourt, C.A.

Pierre Desharnais, C.A.

Yves Robitaille, C.A.

Jean-Guy Cloutier, C.A.

Denis Bergeron, C.A.

Robert Deslauriers, C.A.

Jean-Claude Lefebvre, C.A.

Pierre Laberge, C.A.

Robert Leclerc, C.A.

Jean-G. Péroquin, C.A.

Jacques Larichelière, C.A.

Claude Lussier, C.A.

Johanne Blanchard, C.A.

Alain Laporte, C.A.

Gilles Simard, C.A.

Rémi Deschambault, C.A.

Diane Lanciult, C.A.

Richard Dalcourt, C.A.

Membre de
Buchanan Wyatt & Noiseux
avec bureaux à
Toronto, Windsor,
Winnipeg, Régina,
Calgary et Vancouver

Nous avons examiné le bilan consolidé de SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT DESJARDINS et de sa filiale au 31 décembre 1975 ainsi que l'état consolidé des revenus et dépenses, l'état consolidé des bénéfices non répartis et l'état consolidé de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre examen a comporté une revue générale des procédés comptables et tels sondages des registres comptables et autres preuves à l'appui jugés nécessaires dans les circonstances. Nous avons obtenu tous les renseignements et toutes les explications demandés.

À notre avis, du mieux que nous avons pu nous en rendre compte par les renseignements et les explications qui nous ont été donnés et d'après ce qu'indiquent les livres des compagnies, ces états financiers consolidés sont rédigés de manière à représenter fidèlement l'état véritable et exact des affaires des compagnies au 31 décembre 1975 ainsi que les résultats de leur exploitation et l'évolution de leur situation financière pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.



Comptables agréés.

Le 3 février 1976.

Société d'investissement Desjardins et sa filiale

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1975

ACTIF

COURT TERME:

Encaisse	\$ 225
Intérêts courus à recevoir et autres actifs	365,281
Billets à recevoir et dépôts à terme	7,810,806
Prêts à long terme, montant encaissable au cours du prochain exercice	<u>1,256,090</u> \$ 9,432,402

PLACEMENT, au coût **187,800**

LONG TERME:

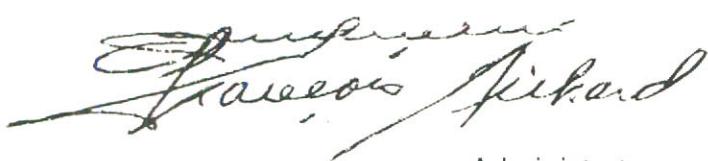
Prêts consentis et déboursés	\$ 17,842,958
Déduire: provision pour pertes éventuelles	<u>269,880</u> 17,573,078
montant porté au court terme	<u>1,256,090</u> 16,316,988

IMMOBILISATIONS, au coût,
déduction faite des amortissements, (note 4) **66,133**

AUTRE ACTIF:

Frais reportés	<u>30,058</u>
	<u>\$26,033,381</u>

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION:



Administrateurs

PASSIF

COURT TERME:

Emprunt bancaire, garanti, (note 5)	\$ 804,724
Comptes à payer et frais courus	66,494
Intérêts courus sur débentures	243,140
Impôts à payer	<u>284,880</u> \$ 1,399,238

DETTE À LONG TERME: (note 8)

Débentures, série "A", 9%, payable le 1er avril et le 1er octobre, rachetables par anticipation, échéant le 31 mars 1989	10,724,800
--	------------

AVOIR DES ACTIONNAIRES

CAPITAL-ACTIONS, (note 6 et 8)	13,499,800
--------------------------------	------------

SURPLUS D'APPORT:

prime sur actions ordinaires, classe "B"	19,770
--	--------

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	<u>389,773</u>	<u>13,909,343</u>
------------------------	----------------	-------------------

\$ 26,033,381

Société d'investissement Desjardins et sa filiale

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1975

	1975	1974
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	\$ 14,903	\$ —
DÉDUIRE:		
Ajustement d'impôt relatif à l'exercice antérieur	<u>9,188</u>	<u>—</u>
Solde redressé	5,715	—
AJOUTER:		
Bénéfice net de l'exercice	<u>384,058</u>	<u>14,903</u>
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>\$389,773</u>	<u>\$ 14,903</u>

Société d'investissement Desjardins et sa filiale

REVENUS ET DÉPENSES CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1975

REVENUS:

Intérêts provenant de prêts	\$ 1,343,212
Intérêts provenant de placements à court terme	768,038
Honoraires et autres	<u>120,152</u>
	\$ 2,231,402

DÉPENSES:

Frais financiers:

Intérêts sur débentures	771,430
Intérêts et frais bancaires	<u>6,978</u>
	778,408

Frais administratifs:

Virement à la provision pour pertes éventuelles	235,880
Salaires, avantages sociaux, déplacements, et autres frais	362,052
Loyers, téléphones, frais de bureau et autres	90,565
Vérification, frais légaux et consultations	50,011
Honoraires aux administrateurs	15,325
Amortissement des immobilisations	<u>15,103</u>
	768,936
	<u>1,547,344</u>

BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS

Provision pour impôts	<u>300,000</u>
-----------------------	----------------

BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE

\$ 384,058

Société d'investissement Desjardins et sa filiale

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1975

PROVENANCE DES FONDS:

Fonds provenant de l'exploitation:

Bénéfice net de l'exercice	\$ 384,058
Ajouter: Dépenses n'entraînant pas d'utilisation de fonds:	
Virement de la provision pour pertes éventuelles	235,880
Amortissement	15,103
Autres sources de fonds:	
Émission de débentures	5,484,000
Émission d'actions ordinaires, classe "B"	<u>6,886,570</u>
	\$ 13,005,611

UTILISATION DES FONDS:

Postes affectant le fonds de roulement:

Acquisition de placement	187,800
Déboursés sur les prêts	10,126,097
Acquisition d'immobilisations	45,723
Frais reportés	25,283
Redressement d'impôt relatif à l'exercice antérieur	<u>9,188</u>
	<u>10,394,091</u>

AUGMENTATION DU FONDS DE ROULEMENT **2,611,520**

Fonds de roulement au début de l'exercice **5,421,644**

FONDS DE ROULEMENT À LA FIN DE L'EXERCICE **\$ 8,033,164**

Société d'investissement Desjardins et sa filiale

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU 31 DÉCEMBRE 1975

Note 1, Principes suivis en vue de la consolidation:

Ces états financiers comprennent les comptes de la Société d'investissement Desjardins et de sa filiale à part entière, Profin Inc., incorporée le 17 septembre 1975.

Note 2, États financiers comparatifs:

Ces états financiers ne sont pas comparatifs la Société ne possèdant pas de placement en participation permanente au 31 décembre 1974.

Note 3, Constitution:

La Société a été constituée en vertu de la "Loi concernant la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins" et, sous réserve des dispositions de cette loi, est régie par les dispositions de la deuxième partie de la loi des compagnies, Québec.

Note 4, Immobilisations:

	COÛT	AMORTISSEMENT ACCUMULÉ	VALEUR NETTE 1975
Équipement pour fins de location	\$30,942	\$ —	\$30,942
Mobilier et agencement	41,942	10,928	31,014
Améliorations locatives	16,176	11,999	4,177
	<u>\$89,060</u>	<u>\$22,927</u>	<u>\$66,133</u>

La Société a adopté la politique d'amortir ses immobilisations selon la méthode de l'amortissement dégressif, au taux de 20% pour le mobilier et agencement et selon la durée du bail pour ses améliorations locatives. Compte tenu que l'équipement pour fins de location à des tiers n'était pas opérationnel au 31 décembre 1975, il n'a pas été jugé opportun d'amortir ces acquisitions partielles.

Note 5, Emprunt bancaire, garanti:

L'emprunt a été remboursé en totalité le 5 janvier 1976.

Note 6, Capital-actions:

Autorisé:

400,000 actions privilégiées, dividende 7% non cumulatif, rachetables, sans droit de vote, valeur nominale \$100 chacune	\$ 40,000,000
10,000 actions ordinaires, classe "A", valeur nominale \$100 chacune ne pouvant être souscrites que par la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins	1,000,000
590,000 actions ordinaires, classe "B", sans droit de vote, valeur nominale \$100 chacune	59,000,000
	<u>100,000,000</u>

Émis et payé:

471 actions ordinaires, classe "A"	47,100
134,527 actions ordinaires, classe "B" dont 68,668 émises au cours de l'exercice, pour une considération de \$6,886,570 dont \$19,770 a été porté au surplus d'apport	13,452,700
	<u>\$ 13,499,800</u>

Note 7, Engagements:

La Société avait consenti des prêts, non déboursés en fin d'exercice, pour un montant de \$8,901,000 alors que sa filiale s'était engagée envers des tiers pour une somme maximale de \$855,660.

Note 8, Souscription:

Les détenteurs d'actions, classe "B", ont souscrit la somme de \$12,077,200, à être versée au cours de l'exercice 1976 et devant être affectée dans les proportions de 55.6% au capital-actions et 44.4% aux débentures.

OUEST-QUÉBECOIS

800

CHICOUTIMI

860

TROIS-RIVIÈRES

3,250

JOLIETTE 600

MONTRÉAL

11,305

ST-HYACINTHE

1,825

800

SHERBROOKE

4,920

QUÉBEC



SERVICE DES PRÊTS

Répartition des activités par région (\$000)

Société d'investissement Desjardins

STRUCTURE DE LA CAPITALISATION

*SOUSCRIPTEURS	SOUSSCRIPTIONS TRIENNALES SE TERMINANT LE 1 OCTOBRE 1976			SOUSSCRIPTIONS REÇUES AU 31 DÉCEMBRE 1975		
	ACTIONS B 55.6%	DEBENTURES 9% 44.4%	TOTAL 55.6%	** ACTIONS B 44.4%	DEBENTURES 9% 44.4%	TOTAL
Unions Régionales						
CHICOUTIMI	\$ 623,800	\$ 498,200	\$ 1,122,000	\$ 416,000	\$ 332,000	\$ 748,000
GASPÉ	320,300	255,700	576,000	213,600	170,400	384,000
JOLIETTE	753,900	602,100	1,356,000	502,400	401,600	904,000
MONTRÉAL	8,153,200	6,510,800	14,664,000	5,435,200	4,340,800	9,776,000
OUEST QUÉBÉCOIS	213,500	170,500	384,000	142,400	113,600	256,000
QUÉBEC	5,404,300	4,315,700	9,720,000	3,603,200	2,876,800	6,480,000
RIMOUSKI	653,900	522,100	1,176,000	436,000	348,000	784,000
SHERBROOKE	880,700	703,300	1,584,000	587,200	468,800	1,056,000
TROIS-RIVIÈRES	2,388,600	1,907,400	4,296,000	1,592,000	1,272,000	2,864,000
Institutions						
LA SÉCURITÉ, compagnie d'assurances générales du Canada	102,700	82,100	184,800	68,800	54,400	123,200
LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DES CAISSES POPULAIRES	193,500	154,500	348,000	128,800	103,200	232,000
L'ASSURANCE-VIE DESJARDINS	456,000	364,800	820,800	304,000	243,200	547,200
	<u>\$ 20,144,400</u>	<u>\$ 16,087,200</u>	<u>\$ 36,231,600</u>	<u>\$ 13,429,600</u>	<u>\$ 10,724,800</u>	<u>\$ 24,154,400</u>

* Membres de la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins

** Excluant les souscriptions antérieures au 31 décembre 1973, totalisant \$70,200.

SOCIÉTÉ
D'INVESTISSEMENT
DESJARDINS



1, complexe desjardins

bureau 1222

montréal, québec H5B 1B2

